

Bulletin d'histoire politique

Élections 2014 : la force des grands clivages idéologiques

Alain Noël



Volume 23, numéro 1, automne 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1026511ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1026511ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Noël, A. (2014). Élections 2014 : la force des grands clivages idéologiques. *Bulletin d'histoire politique*, 23(1), 202–207. <https://doi.org/10.7202/1026511ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB
Éditeur, 2014

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des
services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique
d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de
l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à
Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Élections 2014 : la force des grands clivages idéologiques

ALAIN NOËL
*Département de Science politique
Université de Montréal*

Encore une fois, et sans même qu'un parti n'en fasse vraiment la promotion, les élections québécoises se sont jouées sur la question de la souveraineté. Philippe Couillard n'a eu qu'à agiter le spectre d'un éventuel référendum, aidé en cela par l'entrée en scène retentissante de Pierre Karl Péladeau, pour définir à son avantage l'enjeu de l'élection et rallier un nombre suffisant de votes fédéralistes.

Devant la force de l'opposition à l'idée même d'un référendum, plusieurs ont conclu à la fin du projet souverainiste. D'autres ont jugé, au contraire, que le Parti québécois (PQ) n'avait pas suffisamment fait la promotion de son option. La campagne, résumait Mathieu Bock-Côté sur son blogue, est devenue une sorte de référendum sur la souveraineté sans camp du Oui¹. Quoi qu'il en soit, le Québec s'est encore divisé sur la question nationale, ou plutôt sur l'ombre de cette question, puisque le débat portait davantage sur un éventuel référendum que sur le fond de l'affaire.

Mais est-ce vraiment le cas? N'est-il pas étonnant qu'une question aussi virtuelle, l'improbable tenue d'une consultation référendaire, occupe autant de place dans la campagne, au point de balayer toutes les autres considérations, incluant des allégations sérieuses de corruption touchant le Parti libéral? À l'élection de 2012, Jean Charest avait eu recours à la même stratégie pour rallier les votes fédéralistes en fin de campagne, mais avec beaucoup moins de succès. Que s'est-il passé dix-huit mois plus tard pour engendrer une telle réaction? L'arrivée de Pierre Karl Péladeau? La qualité de l'équipe de Pauline Marois et le message de détermination de son parti, qui rendaient peut-être l'idée d'un référendum plus plausible? Il faut en fait chercher un peu plus loin pour rendre compte des succès du Parti libéral (PLQ) et de la déroute du Parti québécois. La question du réf-

rendum a indéniablement joué un rôle, mais elle ne constitue pas le seul facteur.

Un premier indice à cet égard nous vient de l'évolution des taux de participation dans les circonscriptions. De 2012 à 2014, le taux global de participation a diminué d'un peu plus de trois points de pourcentage, passant de 74,6 % à 71,6 % des électeurs inscrits. Mais la participation a tout de même augmenté dans 23 circonscriptions. Or, parmi celles-ci, 22 étaient représentées à l'Assemblée nationale par les Libéraux; la plupart étaient en fait des châteaux forts libéraux. À l'inverse, parmi les 48 comtés où le taux de participation a chuté de plus de 5 %, 37 avaient été gagnés par le Parti québécois en 2012². En d'autres mots, alors que le Parti libéral faisait le plein dans son électorat naturel, chez les non-francophones surtout mais aussi chez les francophones, le Parti québécois échouait à mobiliser ses propres partisans. La Coalition avenir Québec (CAQ) perdait également des voix par rapport à 2012.

Il faudra davantage de données et un peu de temps pour faire la lumière sur les déterminants de ces évolutions contrastées. Mais on peut penser que la question du référendum n'explique pas tout. En effet, si l'éventualité d'un référendum peut possiblement rendre compte de la hausse des appuis au Parti libéral, elle explique mal la démobilisation des électeurs péquistes, qui auraient normalement dû accepter assez aisément l'engagement pris par Pauline Marois de ne tenir un référendum que « quand les Québécois seront prêts ». Certains auraient même pu se réjouir de garder ainsi l'avenir ouvert.

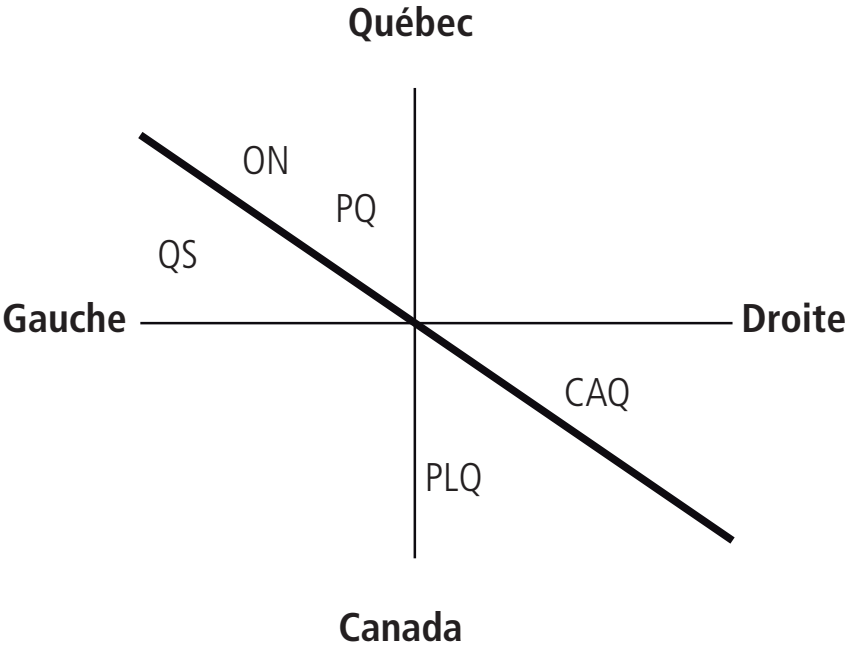
La question nationale, aussi importante soit-elle, ne résume pas toute la vie politique québécoise. D'autres enjeux déterminent également la participation et le vote des électeurs. On peut penser, bien sûr, à la charte des valeurs ou à la corruption, que le Parti québécois a tenté de mettre à l'avant-plan. Mais plus largement, les choix des citoyens se définissent, comme partout ailleurs, autour d'un ensemble de positions qui se fédèrent autour de quelques axes.

Au Québec, deux axes idéologiques organisent toute la vie politique. Le premier, bien sûr, oppose fédéralistes et souverainistes, ou plus largement ceux qui s'identifient davantage au Canada et ceux qui se sentent d'abord Québécois. Et le second, plus universel, exprime l'opposition classique entre la droite et la gauche. La grille formée par le croisement de ces axes a été plusieurs fois proposée dans les études électorales, et elle a été popularisée récemment par les concepteurs de la Boussole électorale, qui s'en sont servi pour représenter, assez justement, les différentes postures partisans possibles. Par convention, cette grille à quatre cases place habituellement les fédéralistes en bas et les souverainistes en haut et, naturellement, les positions de gauche à gauche et celles de droite à droite³. Le Parti québécois se retrouve ainsi en haut à gauche, avec Option nationale

et Québec solidaire. Et la Coalition Avenir Québec partage l'espace du bas à droite avec le Parti libéral.

Ces positionnements ne plaisent pas à tous, et ils peuvent même faire l'objet de désaccords, d'autant plus que la distance idéologique entre les partis n'est pas toujours très grande. Une étude un peu surréaliste publiée pendant la campagne électorale suggérait par exemple que le programme du Parti libéral était en fait plus à gauche que celui du Parti québécois⁴. Quoi qu'il en soit, l'histoire et la sociologie électorale laissent peu d'ambiguïtés à cet égard : la politique québécoise se définit largement le long d'une diagonale opposant un centre-droit fédéraliste à un centre gauche souverainiste⁵.

Figure 1 : L'espace idéologique et partisan québécois



Les électeurs comprennent d'ailleurs assez bien cet agencement. Les travaux de Richard Nadeau et Éric Bélanger démontrent, en faisant le bilan des positions idéologiques des électeurs, que les partisans du Parti québécois se situent en grande majorité en haut à gauche, comme ceux de Québec solidaire d'ailleurs, alors que les libéraux se retrouvent largement en bas à droite. L'électorat de la CAQ, en revanche est plus dispersé, c'est-à-dire plus souvent à droite, mais partagé sur la question nationale⁶.

Il a été souvent question, ces dernières années, d'un possible remplacement de la longue rivalité entre souverainistes et fédéralistes par une opposition plus conventionnelle entre la droite et la gauche. Un clivage épuisé aurait alors cédé la place à un autre, presque nouveau pour le Québec⁷.

Il est possible, en effet, que le clivage droite-gauche prenne avec le temps un peu plus d'importance⁸. Mais ce clivage n'a jamais été absent de la vie politique québécoise. Il était simplement étroitement lié à un autre clivage, qui portait sur la question nationale. Les deux divisions se recoupaient, de façon somme toute cohérente, pour créer la diagonale présentée au graphique 1.

Cette superposition de deux grands clivages idéologiques n'est guère surprenante. Le clivage droite-gauche, en effet, fonctionne toujours comme une sorte de méta-clivage, qui tend à recouvrir et absorber tous les autres, pour rendre la politique plus intelligible pour les citoyens⁹. Et comme la souveraineté constitue un vaste projet collectif de remise en cause du statu quo et de construction étatique, elle loge plus naturellement à gauche qu'à droite¹⁰.

Le Parti québécois s'est toujours positionné au centre gauche, là où le projet souverainiste trouvait des appuis. On peut penser, par exemple, à la composition du camp du Oui en 1995, qui était certainement plus communautaire et syndicale que patronale. En 2007, cependant, la montée de l'Action démocratique du Québec (ADQ) a ébranlé les certitudes, et convaincu plusieurs au PQ qu'il fallait dorénavant reprendre les votes perdus à l'ADQ, en se saisissant des enjeux identitaires et en déplaçant le parti vers la droite.

C'était le début d'un virage politique qui allait amener le gouvernement de Pauline Marois à miser beaucoup sur une charte des valeurs qui laissait une bonne partie de son électorat tiède. À court terme, les sondages semblaient donner raison aux partisans de cette stratégie identitaire, mais les gains réalisés se sont vite volatilisés quand les conservateurs qui appréciaient la charte ont été interpellés par la possibilité d'un référendum. Entre-temps, une partie au moins de l'électorat souverainiste ne se reconnaissait plus dans le parti de René Lévesque, et se retrouvait, pour reprendre les termes de Michel Venne, orphelins¹¹. Un bon nombre de ces orphelins politiques sont probablement restés à la maison le 7 avril. Option nationale et Québec solidaire exprimaient peut-être des positions souverainistes de gauche, mais ces postures répondaient mal à ceux qui cherchaient moins à s'installer dans la marge de la bonne conscience qu'à voter pour un parti capable de gouverner au centre gauche.

Et ces électeurs étaient probablement nombreux. Pensons à la vague orange du printemps 2011. L'ampleur et la signification de cette vague en

faveur du Nouveau parti démocratique (NPD) restent encore un peu mystérieuses. Les analyses disponibles montrent cependant que les électeurs qui sont passés du Bloc québécois au NPD sont demeurés souverainistes mais ont choisi de mettre la question de côté, pour appuyer un parti potentiellement capable de battre les conservateurs, un parti qu'ils découvriraient proche de leurs valeurs et dirigé par un leader honnête et attachant. Dit simplement, le NPD a recruté là où se trouvaient les électeurs qu'il pouvait rallier, dans la case du haut, à gauche¹².

En 2012, dans la foulée de la grève étudiante, le Parti québécois a misé sur ce même électorat, avec un certain succès. En s'éloignant par la suite de ce positionnement, ancré dans l'histoire réelle du parti, le gouvernement Marois a dérouté sa base électorale, pour aller séduire des électeurs plus à droite qui, ultimement, ont surtout voulu éviter un référendum. Quand la hantise du référendum a pris toute la place, il ne restait plus au PQ qu'à évoquer un retour à la corruption libérale, un argument purement négatif, qui n'a visiblement pas suffi¹³.

Le Parti libéral du Québec est ainsi devenu quelque chose comme le parti normal de gouvernement, bénéficiant de l'appui inconditionnel, et largement captif, de l'électorat non-francophone et d'une partie suffisante du vote francophone. Face à lui, l'opposition avance en rangs divisés.

Miné à gauche comme à droite, le Parti québécois se retrouve dans une position difficile. D'autant plus qu'en ce début de siècle défini par les politiques d'austérité, il n'est pas facile d'être social-démocrate¹⁴. Des ajustements seront nécessaires. Chose certaine, il faut commencer par faire une analyse lucide d'une stratégie identitaire et conservatrice qui a pratiquement ruiné un grand parti politique.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Mathieu Bock-Côté, « Blogue: Il n'y avait pas de camp du Oui », *Journal de Montréal*, 6 avril 2014.
2. Alec Castonguay, « Blogue: Analyse des résultats électoraux: les péquistes à la maison, les fédéralistes motivés », *L'actualité*, 17 avril 2014.
3. Richard Nadeau et Éric Bélanger, « Un modèle général d'explication du vote des Québécois », dans Frédéric Bastien, Éric Bélanger et François Gélinau (dir.), *Les Québécois aux urnes: les partis, les médias et les citoyens en campagne*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2013, p. 196-197.
4. François Pétry et Lisa Birch, « Positionnement idéologique des partis: le PLQ est plus à gauche que le PQ », *Le Devoir*, 2 avril 2014. Il faut reconnaître que, au moins du point de vue des programmes, les deux grands partis sont assez rapprochés, un peu à gauche du centre. François Pétry, « Le positionnement des partis dans l'espace politique québécois », dans F. Bastien, É. Bélanger et F. Gélinau (dir.), *op. cit.*, p. 68-69.
5. Réjean Pelletier, « L'évolution du système de partis au Québec: un bipartisme tenace », dans Réjean Pelletier (dir.), *Les partis politiques québécois dans la tour-*

mente: mieux comprendre et évaluer leur rôle, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 36.

6. R. Nadeau et É. Bélanger, *loc. cit.*, p. 197.
7. Frédéric Bastien, Éric Bélanger et François Gélineau, « Une élection extraordinaire? », dans F. Bastien, É. Bélanger et F. Gélineau (dir.), *op. cit.*, p. 16-17.
8. R. Nadeau et É. Bélanger, *loc. cit.*, p. 206.
9. Alain Noël et Jean-Philippe Thérien, *La gauche et la droite: un débat sans frontières*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2010, p. 279-80.
10. Alain Noël, « Ideology, Identity, Majoritarianism: On the Politics of Federalism », dans Grace Skogstad, David Cameron, Martin Papillon et Keith Banting (dir.), *The Global Promise of Federalism*, Toronto, University of Toronto Press, 2013, p. 168-71.
11. Michel Venne, « Les orphelins », *Le Devoir*, 5 avril 2014.
12. Patrick Fournier, Fred Cutler, Stuart Soroka, Dietlind Stolle et Éric Bélanger, « Riding the Orange Wave: Leadership, Values, and Issues in the 2011 Canadian Election », *Revue canadienne de science politique*, vol. 46, no 4 (décembre 2013), p. 863-97.
13. Jean-François Lisée reconnaît cette impasse dans son bilan de campagne: « Blogue: Remous-méninges sur une défaite », *Le blogue de Jean-François Lisée*, 25 avril 2014.
14. James Cronin, George Ross et James Shoch, « Introduction: The New World of the Center-Left », dans J. Cronin, G. Ross et J. Shoch (dir.), *What's Left of the Left: Democrats and Social Democrats in Challenging Times*, Durham, Duke University Press, 2011, p. 1-26.